

DOUBLE BINGO
Lavage, esthétique et protection de véhicules
Pour toute information, veuillez contacter
(+ 228) 92 85 85 02 / 79 84 02 02
Promotion de 20% sur tous nos tarifs du 1er au 31 Mars 2024

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Japon

Les taux négatifs, c'est désormais fini

Dernière Banque centrale à appliquer des taux négatifs, la Banque du Japon va désormais appliquer un taux d'intérêt de court terme entre 0% et 0,1%, contre une ... • (Page 08)

Boutique d'application

Il n'y a pas que l'Europe, les USA attaquent aussi Apple

Le gouvernement américain a assigné en justice Apple jeudi pour pratiques anticoncurrentielles et monopolistiques. ... • (Page 08)

Région des Savanes / FSRP Togo

• (Pages 3)

Matériaux, équipements et chèques aux entrepreneurs



Audiovisuel

• (Page 04)

CANAL+ fait son entrée au capital de MARODI TV



Dialogue régional à Lomé

Sécurité et protection des réfugiés au cœur des préoccupations

Des représentants de la sécurité et de la protection des réfugiés du Bénin, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Togo se ... • (Page 02)

Gestion des marchés

Les commerçants au contact des actions gouvernementales

Le ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, Kayi Mivedor-Sambiani, a récemment pris l'initiative de ... • (Pages 04)

Coopération

La BAD et les USA renforcent leur partenariat stratégique

Le Dr Akinwumi Adesina, président du Groupe de la Banque africaine de développement, a félicité l'administration du ... • (Page 06)

Foire communale

La population de Golfe1 appelée à « adopter les produits alimentaires locaux »

1er adjoint au maire de la commune Golfe 1, Koffi Boko se réjouit du choix porté par l'ONG OADEL sur leur territoire pour sa première foire communale de ... • (Page 11)

PROFITEZ À FOND
LA FIBRE CANALBOX
LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER
DANS TOUTE LA MAISON
8866 www.canalbox.tg
CANALBOX
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

Dialogue régional à Lomé

Sécurité et protection des réfugiés au cœur des préoccupations

Des représentants de la sécurité et de la protection des réfugiés du Bénin, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Togo se sont réunis les 21 et 22 mars à Lomé pour discuter des mécanismes visant à assurer la sécurité des États.

Le renforcement de la coopération entre les Etats et les partenaires, notamment les Nations Unies, particulièrement le HCR, est essentiel pour mobiliser toutes les énergies dans une meilleure coordination de tous les intervenants » Ce dialogue régional avait pour objectif de favoriser l'échange intergouvernemental sur la manière dont les États de la sous-région respectent leurs obligations internationales en matière de protection des réfugiés tout en répondant aux préoccupations et priorités de sécurité nationale. En effet, la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire, notamment au Sahel central a engendré des déplacements massifs de réfugiés. Selon le HCR, en janvier 2024, l'Afrique de l'Ouest et du centre comptait 13,4 millions de déplacés et apatrides dont 2,1 millions de réfugiés et 7,9 millions de déplacés internes. Les pays côtiers, en particulier la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin, avaient, à eux seuls, accueilli 95863 réfugiés au 29 janvier 2024. Face à cette situation complexe, les États concernés sont confrontés à de nombreux défis pour sécuriser leur territoire national et protéger les civils. Car, s'il est légitime pour les États de protéger leurs frontières, il est dans leurs obligations de protéger les réfugiés fuyant les conflits et conséquences du changement climatique et de garantir que les personnes soutenant ou commettant des actes contraires à la sécurité nationale ne soient pas autorisés à accéder au



territoire, que ce soit pour chercher refuge, échapper à des poursuites ou perpétrer de nouvelles attaques. Prenant part à ce dialogue régional, le Représentant spécial adjoint ad intérim du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M. Khassim Diagne, a salué cette initiative conjointe du gouvernement Togolais et du HCR qui, selon lui, revêt une importance capitale et dont les travaux vont bénéficier à l'engagement du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), notamment en matière de prévention des conflits. Faisant écho à la difficulté dans laquelle se trouve les réfugiés, Khassim Diagne a rappelé que les populations civiles s'y trouvent souvent prises en étau, entre l'insécurité et les conséquences humanitaires et les violations des droits humains qui en découlent. Ces populations, a-t-il ajouté, n'ont malheureusement d'autre choix que de fuir, et pour des milliers d'entre eux, de chercher asile dans les pays frontaliers. A cet égard, il a souligné que le renforcement de la coopération entre les Etats de la sous-région et

les partenaires, notamment les Nations Unies et plus particulièrement le HCR, est essentiel pour mobiliser toutes les énergies dans une meilleure coordination de tous les intervenants. Proposé comme une première étape d'un processus consultatif auquel les partenaires étatiques et d'autres parties prenantes clés, y compris les acteurs humanitaires et de développement, seront invités à prendre part, le dialogue régional aura permis de fournir une analyse claire des risques et des défis posés à la protection des réfugiés, un accord sur les bonnes pratiques et approches pertinentes et applicables à la région, et un plan d'action pour mettre en œuvre des mécanismes spécifiques, précisant le soutien nécessaire de la part des parties prenantes concernées.



Image du jour



Le Président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye DIOP a été reçu par le Ministre de l'Economie et des Finances du Togo, Sani YAYA, ce 22 mars 2024 à Lomé. Les échanges ont porté sur l'état de l'Union.

AUX DECIDEURS...

Quand les fèves de cacao deviennent rares

Une pénurie de fèves de cacao a entraîné la quasi-fermeture des usines de transformation en Côte d'Ivoire et au Ghana, les deux pays responsables de 60 % de la production mondiale.

Alors que les chocolatiers du monde entier dépendent de l'Afrique de l'Ouest pour leur cacao, l'impact sur les prix du chocolat et les moyens de subsistance des agriculteurs suscite de vives inquiétudes. Le chercheur en cacao Michael Odijie explique les raisons de la pénurie.

L'un des facteurs environnementaux est l'impact du phénomène météorologique El Niño, qui a provoqué un temps plus sec en Afrique de l'Ouest. Cela a contribué à des problèmes dans les exploitations agricoles, tels que la maladie du virus des pousses gonflées. En conséquence, le Ghana a perdu les récoltes de près de 500 000 hectares de terres ces dernières années.

Le cycle économique de la production de cacao fait référence aux modèles inhérents d'expansion et de contraction de la culture du cacao. Par exemple, à mesure que les cacaoyers vieillissent, ils deviennent sensibles aux maladies, nécessitant des coûts d'entretien élevés.

Historiquement, les agriculteurs ont eu tendance à abandonner leurs vieilles fermes et à repartir à zéro dans de nouvelles forêts. Malheureusement, trouver de nouvelles forêts est désormais de plus en plus difficile. Le problème le plus grave de tous est peut-être l'absence de compensation équitable pour la production durable de cacao.

Le facteur humain inclut des défis tels que l'exploitation minière illégale, qui a envahi de nombreuses fermes au Ghana. Parfois, les agriculteurs louent leurs terres à des mineurs illégaux en échange d'un paiement. Ces activités minières dégradent la qualité des terres, les rendant impropres à la culture du cacao.

Le marché mondial du chocolat et des produits chocolatés est en hausse. Il devrait croître de plus de 4 % par an au cours des prochaines années. Cette demande croissante de cacao souligne l'urgence de s'attaquer aux problèmes étroitement liés à la durabilité de l'industrie.

En février 2024, le Ghana Cocoa Board (Cocobod), régulateur du secteur du cacao du pays, a obtenu un prêt de la Banque mondiale de 200 millions de dollars pour réhabiliter les plantations touchées par le virus des pousses gonflées du cacao. Le conseil prendra en charge les exploitations agricoles touchées par la maladie, supprimera et remplacera les cacaoyers touchés et entretiendra les nouvelles plantations jusqu'au stade de fructification avant de les restituer aux agriculteurs.

En Côte d'Ivoire, relativement peu de mesures ont été prises. Il semble que le gouvernement évalue encore la situation. Mais des mesures ont été prises pour freiner la contrebande du cacao, motivées par le fait que la pénurie fait grimper les prix dans les pays voisins. La Côte d'Ivoire bénéficie de nombreux programmes de développement durable initiés par des sociétés multinationales. La pénurie actuelle a accéléré ces initiatives. Malheureusement, certains programmes ne divulguent pas leurs données, ce qui rend difficile pour les universitaires l'accès et l'analyse de leurs informations.

Les gouvernements africains doivent encore résoudre d'importants problèmes structurels dans leurs interventions.

Au niveau des exploitations agricoles, même si la hausse des prix peut à première vue paraître bénéfique aux agriculteurs, la réalité n'est pas simple. Une diminution de la production entraîne en moyenne une diminution des récoltes, ce qui signifie que, globalement, les agriculteurs ne gagnent pas plus.

Un autre impact de la baisse de la production est une réduction de la transformation locale. Les principales installations de transformation africaines en Côte d'Ivoire et au Ghana ont soit cessé leurs activités, soit réduit leur capacité de transformation parce qu'elles n'ont pas les moyens d'acheter des haricots. Cela signifie probablement que les prix du chocolat dans le monde vont augmenter. Ceci, à son tour, affecte négativement les unités de production locales qui ont vu le jour ces dernières années.

Dans l'ensemble, cela profite à tout le monde. La demande de cacao a entraîné une déforestation massive et d'importantes émissions de carbone, des problèmes qui risquent de s'aggraver en raison du changement climatique. De plus, la promotion de la culture a conduit à diverses formes d'abus au travail. Explorer des alternatives au cacao fait certainement partie de la solution.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
AMD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Région des Savanes / FSRP Togo

Matériaux, équipements et chèques aux entrepreneurs

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP Togo), une cérémonie de remise officielle des matériaux de construction, des équipements d'élevage et des chèques s'est déroulée Dapaong, le 21 mars 2024 à Dapaong, présidée par KONLANI Dindioque, Directeur de cabinet du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural.

• Joël Yanclo

Le Programme d'Urgence de renforcement de la résilience et de la sécurité des communautés (PURS), vise à renforcer la résilience des populations face aux menaces de la crise du Sahel et aux effets de la crise sanitaire de la covid-19, indique le ministère en charge de l'agriculture sur son portail web. Ainsi, dans le cadre du FSRP Togo, 400 éleveurs de volailles et de petits ruminants ainsi que 413 porteurs de projets d'entrepreneuriat agricole et agroalimentaire ont été identifiés dans la région des Savanes pour bénéficier de ce soutien. La remise des équipements et des chèques vise à marquer le début des activités financées dans le cadre du PURS et à permettre un contrôle décentralisé des actions du projet. Lors de son intervention, DJELE Dahouda, coordonnateur opérationnel délégué du FSRP Togo, a souligné l'importance de ces actions pour améliorer la qualité des abris d'élevage, renforcer la capacité de production et la résilience des animaux face aux maladies, tout en encourageant les bénéficiaires à faire un usage judicieux de ces appuis. La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités locales, des représentants des services tech-



niques du ministère et des bénéficiaires eux-mêmes. Au total, 813 acteurs de la région des Savanes ont bénéficié de cette initiative, qui intervient sur plusieurs niveaux du PURS pour promouvoir le développement agricole et renforcer la sécurité alimentaire des communautés locales.

1290 géniteurs volailles distribués à 169 éleveurs de la région des savanes

Dans la région des Savanes, où l'élevage des volailles est une pratique traditionnelle essentielle, les populations ont été confrontées à des défis croissants en raison des menaces terroristes. Pour renforcer la résilience des communautés locales, le gouvernement togolais a mis en place le Programme d'urgence de renforcement

de la résilience et de la sécurité des communautés (PURS), avec le soutien du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP). Le FSRP a distribué un

noyau de géniteurs composé de deux coqs et quatre poules à 179 éleveurs de poules répartis dans les sept préfectures de la région. Cette action vise à renforcer la productivité avicole

des éleveurs et à garantir une sécurité alimentaire durable, en fournissant des sources de protéines animales et des revenus stables pour les familles. Damangue Sinamboule,

une jeune bénéficiaire de Dapaong, exprime sa gratitude pour cette opportunité : « Je viens de recevoir mes géniteurs et je suis extrêmement reconnaissante. J'ai toujours aimé l'élevage mais n'ai jamais eu cette opportunité d'avoir des géniteurs pour renforcer ma production. Avec cet appui, je suis certaine de voir ma production augmenter dans les mois à venir », a-t-il déclaré selon des propos rapportés par le ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural. Au total, le FSRP a distribué 1290 géniteurs, dont 1075 poules et 215 coqs, aux éleveurs de la région des Savanes, dans le cadre de ses efforts pour renforcer la sécurité alimentaire et économique des populations locales.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Audiovisuel

CANAL+ fait son entrée au capital de MARODI TV

Le Groupe CANAL+ annonce une prise de participation dans la société de production sénégalaise MARODI TV, l'un des acteurs majeurs de la création de séries en Afrique. Il renforce ainsi sa présence en Afrique et souligne son engagement en faveur de l'économie créative africaine.

● Junior Aredola

Créée en 2012, avec l'ambition de rendre accessible du contenu africain de qualité sur tous les supports, MARODI TV se positionne comme le premier producteur de séries au Sénégal avec un catalogue de plus de 600 heures de contenus, également très suivies par la diaspora africaine. Fort d'une communauté de 6 millions d'abonnés sur YouTube, MARODI TV a basé son succès sur la diffusion de ses séries via les plateformes digitales, les chaînes de télévision locales et panafricaines, à l'instar de POD & MARICHO, MAITRESSE D'UN HOMME MARIE ou KARMA, qui se classent parmi les séries africaines les plus populaires. Il y a 5 ans, le Groupe CANAL+ et MARODI ont noué un partenariat fort. Celui-ci permet à MARODI TV de diffuser son catalogue dans le line-up des chaînes du Groupe CANAL+, mais aussi de produire des séries exclusives avec une première diffusion sur la chaîne Sunu Yeuf en langue wolof, suivie d'une fenêtre en langue française sur la chaîne panafricaine A+. Toutes deux sont accessibles auprès de 8 millions d'abonnés CANAL+ en Afrique. Les deux sociétés ont co-produit ensemble un catalogue de séries à succès, telles qu'EMPRISE ou DE-CHEANCES. MARODI TV continuera à être dirigée par son fondateur et actionnaire majoritaire, l'entrepreneur sénégalais Serigne Massamba Ndour. Il s'appuiera sur la force de frappe de CANAL+



pour développer la qualité et la profondeur de son catalogue – y compris dans d'autres langues – et élargir sa distribution sur tout le continent, et au-delà, via les synergies avec CANAL+. A ce titre, les deux entités travaillent afin de mettre en place un catalogue inédit pour la future chaîne en Pulaar – langue parlée par la communauté Peul, très présente notamment au Sénégal, en Guinée ou au Mali – du Groupe CANAL+, déjà actionnaire majoritaire des sociétés de production ROK STUDIOS au Nigeria, PLAN A en Côte d'Ivoire, et ZACU Entertainment au Rwanda, réitère ainsi son engagement à soutenir les talents locaux et la production audiovisuelle sur le continent en s'associant à un nouvel acteur clé du continent. Cette stratégie permet à CANAL+ de proposer à ses abonnés le meilleur de la création africaine issue de toutes les cultures, et en particulier des séries, un genre particulièrement plébiscité par ses audiences. Fabrice Faux, Directeur des Chaînes et Contenus de CANAL+ INTERNATIONAL, déclare : "Nous sommes très heureux de renforcer notre partenariat avec MARODI TV et de bénéficier de leur savoir-faire précieux

pour développer notre offre de contenus. Basé au Sénégal, ce producteur y bénéficie d'un environnement artistique, technique, linguistique et climatique particulièrement favorable à la production audiovisuelle. Cet investissement témoigne une fois de plus de l'engagement durable de CANAL+ en faveur de la croissance des industries créatives africaines, ainsi que de son enthousiasme et de son optimisme à l'égard des secteurs de la création et des médias". Serigne Massamba Ndour, PDG de MARODI TV, déclare : "Je suis très heureux d'être allé au bout de ce processus avec CANAL+, partenaire stratégique avec qui nous collaborons déjà depuis cinq ans. Cette alliance va nous permettre de renforcer nos capacités de production et de diffusion et d'exporter notre modèle à travers tout le continent." En Afrique, le Groupe CANAL+ produit plus de 4 000 heures de contenu africain et plus de 30 chaînes dédiées au continent dans 10 langues. Il se positionne comme le premier ambassadeur de la création de contenus en Afrique francophone.



Gestion des marchés

Les commerçants au contact des actions gouvernementales

Le ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, Kayi Mivedor-Sambiani, a récemment pris l'initiative de rencontrer les organisations de commerçants des marchés de Lomé.

L'objectif principal était de sensibiliser les commerçants aux actions gouvernementales visant à garantir leur sécurité et à promouvoir de bonnes pratiques commerciales, notamment en matière de prévention des incendies. Au cours de ces échanges, le ministre a mis l'accent sur l'importance de prendre des mesures préventives pour éviter les sinistres dans les marchés. Les commerçants ont ainsi eu l'occasion de discuter des différentes initiatives gouvernemen-

tales visant à améliorer leur environnement de travail et à leur offrir des conditions optimales pour leurs activités. Un premier thème a été abordé par un représentant des sapeurs-pompiers, mettant en lumière les mesures préventives à prendre, notamment en ce qui concerne l'installation électrique et la gestion des équipements de sécurité. Le deuxième thème a été présenté par le ministre lui-même, mettant en avant les actions concrètes entreprises par le gouvernement pour soutenir

les commerçants, telles que la construction d'infrastructures marchandes, l'accès à des produits de qualité et des services financiers inclusifs. Cette rencontre a été très bien accueillie par les commerçants, qui ont exprimé leur volonté de voir davantage de telles initiatives se dérouler à l'avenir afin de continuer à renforcer la collaboration entre les acteurs du marché et le gouvernement pour un développement économique durable.

Hélène Martelot



Formation des agriculteurs de Kpélé

Constructeurs de greniers traditionnels améliorés

Une trentaine d'agriculteurs et agricultrices de 12 coopératives de femmes résidant près de la forêt classée d'Assimé ont bénéficié d'une formation sur la préservation des semences paysannes et la construction de greniers traditionnels améliorés, le mardi 19 mars à Govié Hoémé, dans la commune de Kpélé 1.

● Hélène Martelot

Organisée par l'ONG Jeunes volontaires pour l'environnement (JVE), avec le soutien du secrétariat international d'Inades formation et de l'agence Basque de la coopération pour le Développement (Espagne), cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet "gouvernance des systèmes semenciers locaux auprès des coopératives de femmes de la forêt classée d'Assimé pour la résilience climatique". L'objectif principal de cette formation était de renforcer les compétences des participants dans les techniques traditionnelles de préservation des semences paysannes et la construction de greniers traditionnels améliorés.

Les participants ont également été encouragés à co-concevoir des greniers traditionnels améliorés, des outils durables pour la conservation des semences, en s'appuyant sur leur savoir-faire local. Sous la direction du coordinateur régional des Plateaux de l'ONG JVE, Djidji N'Tsakpé, les participants ont acquis des connaissances sur la conservation des semences locales bio diversifiées et résilientes, ainsi que sur la construction des greniers traditionnels améliorés. Ils ont également échangé des expériences de bonnes pratiques traditionnelles en matière de conservation des semences paysannes. M. N'Tsakpé a souligné que la construction de ces greniers

permettra de réduire l'utilisation des intrants chimiques dans la conservation des semences et de rétablir les techniques ancestrales de lutte contre les facteurs d'altération. Il a encouragé les bénéficiaires à partager leurs nouvelles connaissances avec les autres membres de leurs coopératives, afin de promouvoir l'exploitation et la conservation optimale des semences. Le chef du village de Govié Hoémé, Togbui Ezor 1er, a exprimé sa gratitude envers l'ONG JVE et ses partenaires pour cette initiative visant à renforcer les connaissances des agriculteurs en matière de protection des semences, contribuant ainsi à la préservation de la biodiversité agricole locale.

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimations ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigeria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2 382	1 874	2 116	2 051	2 166
Exportations de biens (millions USD)	1 290	1 016	1 080	1 055	1 008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE-----
La Commission
-----Département des Services Administratifs
et Financiers

 **APPEL D'OFFRES OUVERT**
N°011/2024/AO/COM/UEMOA

Date de Publication de l'avis : Mardi 12 mars 2024

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la fourniture et l'installation de quatre (04) ascenseurs au profit de la Commission de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent Appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour la fourniture et l'installation de quatre (04) ascenseurs au profit de la Commission de l'UEMOA.

Le dossier est constitué de deux lots.

- **lot 1** : la fourniture et l'installation de deux ascenseurs ainsi que la dépose et la repose d'un ascenseur dans un bâtiment de cinq niveaux dont un sous-sol ;
 - **lot 2** : la fourniture et l'installation de deux ascenseurs dans un bâtiment de sept niveaux dont un sous-sol.
3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises.
 4. Le délai d'exécution du marché est de sept (07) mois par lot.
 5. Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes: faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
- une attestation originale justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres;
- une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres;
- une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

6. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.

Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 16 avril 2024 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant d'un million (1 000 000) FCFA.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

7. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.
8. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.
9. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :

La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers

Personnes à contacter :

M. Talla NDIAYE- , Email: tndiaye@uemoa.int

10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet,

Lassana FOFANA

Coopération

La BAD et les USA renforcent leur partenariat stratégique

Le Dr Akinwumi Adesina, président du Groupe de la Banque africaine de développement, a félicité l'administration du président américain Joe Biden pour son approche à l'égard de l'Afrique, en particulier l'accent mis sur le développement d'infrastructures de qualité, qu'il a décrit comme « l'épine dorsale de toute économie ».

● Junior Aredola

Le Dr Adesina s'exprimait mardi lorsqu'il a reçu une délégation de l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) dirigée par le directeur Enoch Ebong, au siège de la Banque à Abidjan, la capitale commerciale de la Côte d'Ivoire. « Je félicite le président Biden pour ce qu'il a fait avec le PGI (Partenariat pour les infrastructures et l'investissement mondiaux) qu'il a annoncé lors du sommet États-Unis-Afrique en 2022 », a-t-il déclaré. L'initiative PGI voit les États-Unis investir plus de 1,5 milliard de dollars dans divers projets africains, notamment l'accès numérique, l'agriculture, les infrastructures d'énergie propre et le corridor de Lobito pour le transport reliant la Zambie, l'Angola et la République démocratique du Congo. Adesina a déclaré que la Banque entretenait d'étroites relations de travail avec le gouvernement américain et ses diverses agences, notamment l'USTDA, l'Agence américaine pour le développement international (USAID), la Banque d'import-export des États-Unis (US Exim), la Millennium Challenge Corporation (MCC) et Power. L'Afrique, entre autres. Le directeur de l'USTDA, Ebong, a déclaré que le but de leur voyage en Côte d'Ivoire était « de



cimentier et de maintenir le partenariat en croissance, en réinitialisant et en réaffirmant l'approche américaine de travail avec l'Afrique et sa centralité en tant que participant actif dans la résolution de tous les défis auxquels nous sommes confrontés à l'échelle mondiale, tels que comme le changement climatique, le développement des infrastructures et les conflits. Elle a déclaré que le changement climatique « ne peut être discuté sans les points de vue et la voix du continent » et a déclaré que l'administration Biden appréciait la nécessité de s'engager « avec la Banque pour l'aider à éclairer son travail en Afrique ». Ebong a réitéré les relations de travail étroites de l'agence avec l'Africa Investment Forum (AIF) – créé en 2018 par la Banque africaine de développement et sept institutions partenaires – pour accélérer les transactions et attirer les investisseurs afin de combler les déficits d'investissement vers l'Afrique. Grâce à sa collaboration avec l'AIF, l'Agence américaine pour le commerce et le développement finance l'expansion

du projet de télémédecine MobiHealth du Nigeria à d'autres pays, dont la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya et le Sénégal. MobiHealth a été présenté lors de l'événement des salles de conférence virtuelles 2022 de l'Africa Investment Forum. Adesina a souligné d'autres domaines dans lesquels la Banque pourrait travailler en étroite collaboration avec l'USTDA. Il s'agit notamment d'investir dans l'amélioration de l'accès et de la qualité des soins de santé primaires grâce à la normalisation et à la numérisation des systèmes de santé et à la fourniture de services d'assurance maladie dans les zones rurales. Il a détaillé le travail accompli par la Banque pour assurer la sécurité sanitaire des 1,4 milliard d'habitants du continent suite à la pandémie de Covid-19. En plus d'un programme de 3 milliards de dollars sur les infrastructures de santé de qualité, la Banque a également lancé un autre programme de 3 milliards de dollars au cours des sept prochaines années pour développer l'industrie pharmaceutique en Afrique.

Transport fluvial

La Guinée-Bissau reçoit de la Turquie 3 navires

Le transport fluvial est la 2ème plus importante option de mobilité en Guinée-Bissau après la route, et c'est la seule qui permet d'assurer la liaison des nombreuses îles et îlots nationaux.

La Guinée-Bissau a reçu de la Turquie 3 navires, dont des patrouilleurs, pour renforcer la surveillance de ses côtes et augmenter l'offre de transport fluvial entre Bissau, la capitale, et les autres localités du pays. « Il s'agit d'un don du gouvernement turc qui s'inscrit dans le cadre de la coopération bilatérale entre les deux pays. Ces bateaux vont aider la marine nationale à surveiller et contrôler efficacement les eaux territoriales nationales. La Guinée-Bissau est en effet constitué de plusieurs îles et îlots qui forment l'archipel des Bijagos, l'accès à ces étendues terrestres se faisant essentiellement par voie fluviale. En l'absence de transport ferroviaire, la route et les voies



d'autres déjà commandés, a-t-il dit, « pour faciliter la traversée et désenclaver certaines localités du pays ». Le sud-ouest de la Guinée-Bissau est en effet constitué de plusieurs îles et îlots qui forment l'archipel des Bijagos, l'accès à ces étendues terrestres se faisant essentiellement par voie fluviale. En l'absence de transport ferroviaire, la route et les voies

d'eau constituent les principaux modes de liaison des régions du pays et assurent à la fois la connectivité intérieure, les expéditions de marchandises depuis/vers le port de Bissau ainsi que l'interconnexion régionale avec les pays voisins, notamment la Gambie, le Sénégal, la Guinée Conakry.

Avec Agence Ecofin

GreenTech Afrique 2024

Les jeunes entrepreneurs verts à l'école de l'innovation

À l'heure où l'innovation et la durabilité se révèlent être des axes cruciaux pour le développement économique de l'Afrique, la plateforme américaine Village Capital a lancé son appel à candidatures pour son initiative « GreenTech Afrique 2024 : l'avenir de la durabilité ».

Cette initiative vise à soutenir et à former les jeunes entrepreneurs africains qui se consacrent à des projets alliant technologie et durabilité. La période de candidature pour GreenTech Afrique 2024, qui se clôturera le 10 mai, offre aux entrepreneurs l'opportunité de participer à un programme de deux mois axé sur l'innovation et le réseautage. Les entrepreneurs sélectionnés auront l'occasion de participer à trois ateliers en ligne entre août et septembre, où ils travailleront en étroite collaboration avec des experts de l'industrie, des investisseurs et des partenaires de l'écosystème.

De plus, un analyste financier les guidera dans l'élaboration de leurs modèles financiers et dans la recherche de financements. Cet appel à candidatures s'adresse spécifiquement aux leaders en « cleantech et climate tech », à savoir les plateformes qui développent des solutions technologiques pour lutter contre le réchauffement climatique, ainsi qu'à ceux en « agritech » qui œuvrent pour promouvoir la sécurité alimentaire. Les start-up axées sur l'économie circulaire et régénérative, visant à promouvoir une utilisation durable des ressources pour réduire les déchets et la pollution atmosphérique, sont également

encouragées à postuler. Les entreprises éligibles doivent être basées en Égypte, en Afrique du Sud, au Kenya, au Sénégal ou au Nigeria, pays d'origine du lauréat de l'édition précédente, AACE Foods. Cette start-up, récompensée pour son engagement envers les petits agriculteurs et son utilisation de technologies de stockage innovantes, est un exemple inspirant du potentiel des start-up vertes en Afrique. GreenTech Afrique 2024 vise à fournir aux entrepreneurs les outils nécessaires pour concrétiser leurs idées novatrices, développer leurs modèles d'affaires et élargir leurs réseaux.

Avec afriqueitnews.com

Afrique

XRP Healthcare annonce un partenariat avec Expogroup

XRP Healthcare, une force innovante dont la mission est de transformer les soins de santé par le biais de fusions, d'acquisitions et de blockchain, est ravie d'annoncer un partenariat stratégique avec Expogroup, un organisateur renommé d'expositions commerciales internationales, pour étendre sa présence sur les marchés émergents.

● Wilson Lawson

Expogroup, créé en 1996, a dirigé des expositions commerciales internationales orientées vers l'exportation au Moyen-Orient et en Afrique, renforçant ainsi sa position d'acteur clé du secteur. Au cours des 27 dernières années, Expogroup a méticuleusement organisé des salons professionnels annuels dans 14 pays de la région, présentant les dernières innovations et favorisant les collaborations entre divers secteurs. En plus de sa présence en Afrique et au Moyen-Orient, Expogroup a organisé avec succès de nombreux événements sur les marchés émergents tels que la CEI, l'Australie, l'Amérique latine et l'Inde. Avec un réseau solide couvrant plus de 37 pays et gérant plus de 25 salons professionnels par an, Expogroup a démontré une expertise inégalée dans la facilitation des relations commerciales internationales et la promotion de la croissance économique. Le président Whitney Lynn, fort de plus de 45 ans d'expertise en fusions et acquisitions, était membre de Corum Group Ltd. et a récemment rejoint XRP Healthcare. Il peut se targuer d'avoir généré 10 milliards de dollars de richesse et d'avoir orchestré plus de 400 transactions de fusions et acquisitions totalisant plus de 4 milliards de dollars dans



13 pays. + pays dans 35 ans ont déclaré : « Nous sommes impatients de travailler plus étroitement avec Expogroup qui, grâce à ses connaissances approfondies, possède des informations clés sur le secteur de la santé en Afrique, notamment les tendances du marché, les cadres réglementaires et les acteurs clés, permettant à XRP Healthcare de fournir des soins de santé innovants, des solutions qui auront forcément un impact positif sur les êtres humains. Commentant le partenariat, Kain Roomes, fondateur de XRP Healthcare, a déclaré : « Nous sommes ravis de collaborer avec Expogroup, un pionnier dans le secteur des expositions commerciales internationales. Ce partenariat s'aligne parfaitement avec notre mission d'étendre notre présence en Ouganda en particulier. XRP Healthcare, à travers ce nouveau partenariat, espère établir la présence de sa marque, ce qui est crucial pour attirer des cibles ou des investisseurs potentiels pour ses activités de fusions et acquisitions, car les événements d'Expogroup servent de plate-forme pour présenter

les entreprises émergentes de soins de santé, les startups et les opportunités d'investissement en Ouganda, en s'associant avec Expogroup, XRP Healthcare a accès à un pool de cibles potentielles pour ses activités de fusions et acquisitions, rationalisant ainsi le processus de recherche de transactions et augmentant la probabilité d'identifier des opportunités d'investissement appropriées. La vaste expérience et la portée mondiale d'Expogroup offriront à XRP Healthcare des opportunités inestimables pour améliorer ses acquisitions ciblées avec des solutions de santé de premier ordre, forger des partenariats stratégiques et explorer de nouvelles voies de croissance. De manière synergique, XRP Healthcare prévoit d'introduire de nouvelles données démographiques à Expogroup par le biais d'initiatives conjointes et de présentation de ses événements dans son magazine XRP Healthcare, qui a reçu un accueil positif et qui est disponible sous forme physique en Afrique, au Moyen-Orient, aux États-Unis et en Europe, ainsi que dans le monde au format numérique.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 22 mars 2024

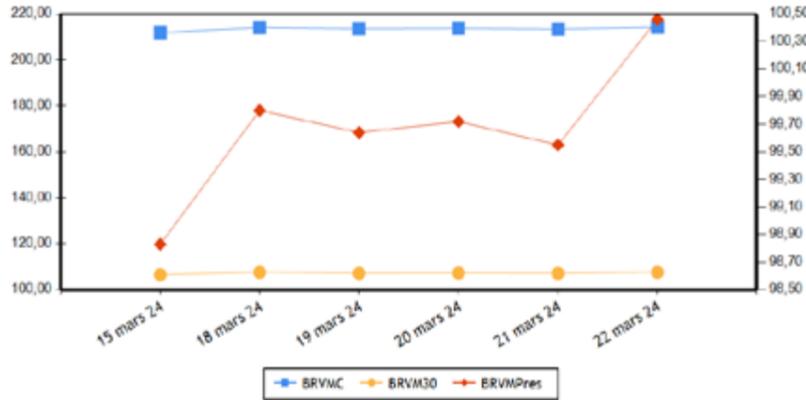
N° 58

BRVM COMPOSITE	214,29
Variation Jour	0,40 %
Variation annuelle	0,07 %

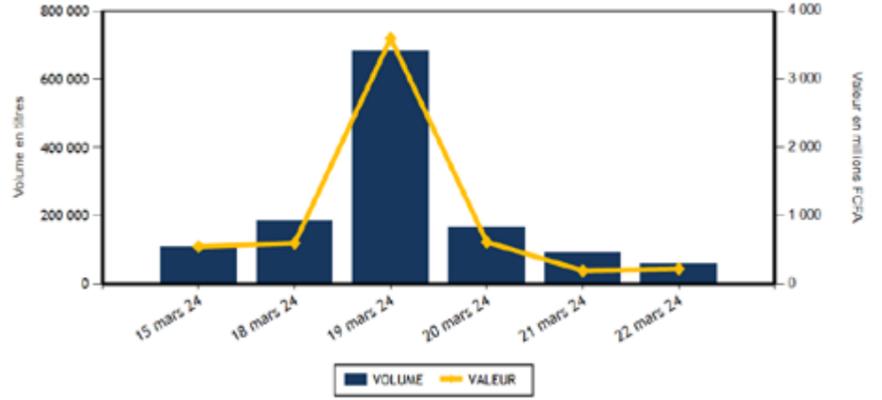
BRVM 30	107,63
Variation Jour	0,41 %
Variation annuelle	-0,20 %

BRVM PRESTIGE	100,46
Variation Jour	0,91 %
Variation annuelle	-1,00 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 971 947 130 421	0,40 %
Volume échangé (Actions & Droits)	57 950	-35,54 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	209 962 266	13,33 %
Nombre de titres transigés	40	-6,98 %
Nombre de titres en hausse	19	18,75 %
Nombre de titres en baisse	8	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	13	18,18 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 315 132 496 907	0,04 %
Volume échangé	1 597	39,96 %
Valeur transigée (FCFA)	14 263 820	25,18 %
Nombre de titres transigés	8	14,29 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	5	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 605	7,36 %	8,81 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 250	5,35 %	1,56 %
SETAO CI (STAC)	805	5,23 %	-10,56 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 300	4,55 %	-12,88 %
SAPH CI (SPHC)	2 500	4,17 %	6,38 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	3 700	-4,76 %	13,15 %
UNIWAX CI (UNXC)	515	-3,74 %	-3,74 %
SITAB CI (STBC)	6 850	-1,79 %	15,22 %
SOGE CI (SDCC)	4 350	-1,02 %	-8,81 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 350	-0,93 %	-10,83 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	100,46	0,91 %	-1,00 %	8 780	67 447 265	6,53
BRVM-PRINCIPAL	36	104,14	0,36 %	0,17 %	49 170	142 515 001	12,43

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	101,30	-0,52 %	0,27 %	11 099	15 510 315	39,41
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	526,75	0,13 %	-0,89 %	11 127	64 607 330	8,01
BRVM - FINANCES	15	87,23	1,00 %	0,94 %	28 186	113 489 066	6,61
BRVM - TRANSPORT	2	379,89	0,63 %	14,78 %	1 666	2 592 755	8,43
BRVM - AGRICULTURE	5	172,76	-0,47 %	6,93 %	3 221	9 094 370	7,47
BRVM - DISTRIBUTION	7	315,19	0,41 %	-3,97 %	2 637	4 657 160	11,20
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	993,28	5,23 %	-10,55 %	14	11 270	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,80
Taux de rendement moyen du marché	8,33
Taux de rentabilité moyen du marché	10,34
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	138
Volume moyen annuel par séance	333 055,00
Valeur moyenne annuelle par séance	803 429 190,70

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	1,95
Ratio moyen de satisfaction	2,47
Ratio moyen de tendance	127,01
Ratio moyen de couverture	78,73
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	4,45
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

- Valeur moyenne annuelle par séance
- Ratio moyen de liquidité
- Ratio moyen de satisfaction
- Ratio moyen de tendance
- Ratio moyen de couverture
- Ratio moyen de rotation
- Prime de risque du marché
- Taux de rendement moyen
- Taux de rentabilité moyen
- Ratio moyen de liquidité
- Ratio moyen de satisfaction
- Ratio moyen de tendance
- Ratio moyen de couverture
- Taux de rotation moyen du marché
- Prime de risque du marché
- Nombre de SGI participantes

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 37 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Japon

Les taux négatifs, c'est désormais fini

Dernière Banque centrale à appliquer des taux négatifs, la Banque du Japon va désormais appliquer un taux d'intérêt de court terme entre 0% et 0,1%, contre une fourchette de -0,1% à 0% précédemment. L'institution a également mis un terme à deux outils non conventionnels. Des annonces attendues par les marchés financiers.

Les taux négatifs c'est fini au Japon. Et par ricochet, dans le monde marqué par une hausse brutale des taux depuis deux ans pour contrer l'inflation. Alors qu'elle était jusqu'ici la dernière banque centrale au monde à appliquer un taux négatif depuis la fin de cette expérience en Europe en 2022, la Banque centrale japonaise (BoJ) a relevé ce mardi son taux directeur, une première depuis 2007, mettant fin en même temps non seulement à sa politique de taux négatif mais aussi de contrôle des rendements obligataires nippons qui visait à maintenir leurs rendements à dix ans autour de 0%. Deux outils non-conventionnels en place depuis 2016 afin de soutenir l'activité économique du pays. Le processus graduel de normalisation monétaire a été décidé après l'annonce la semaine dernière d'une augmentation record des salaires depuis 1991, supérieure à 5%. Prenant acte d'une dynamique désormais « plus solide » entre les salaires et l'inflation au Japon, la BoJ va donc désormais appliquer un taux d'intérêt de court terme entre 0% et 0,1%, contre une fourchette de -0,1% à 0% précédemment. macroéconomiques livrées en janvier,



c'est-à-dire pas avant l'horizon 2025-2026.

Le Nikkei apprécie, le yen se replie

La BoJ devra cependant « être beaucoup plus convaincue » que l'inflation au Japon est réellement sur la voie de sa cible de 2% de manière durable avant de procéder à un nouveau relèvement de ses taux, estime l'économiste Tom Kenny dans une note de la banque ANZ, pour qui la Banque du Japon entre dans une « nouvelle ère ». La Bourse de Tokyo a terminé la journée de mardi en hausse après les annonces de la BoJ. L'indice vedette Nikkei avait démarré en légère baisse, mais a grimpé après les annonces de la BoJ pour clôturer sur un gain de 0,66%, à 40.003,60 points, revenant ainsi au-dessus de la barre des 40.000 points pour la première fois depuis deux semaines. Les gains de l'indice élargi Topix ont

même été encore plus robustes (+1,06%, à 2.750,97 points). pour un euro. Ce tournant dans la politique monétaire japonaise n'est pas une surprise.

Une stratégie à contre-courant

A l'inverse de la Réserve fédérale américaine (Fed) ou de la Banque centrale européenne (BCE), qui ont commencé à vivement resserrer les conditions du crédit dans leurs zones respectives depuis 2022 à cause d'une forte poussée inflationniste, la BoJ a longtemps tempore. L'inflation s'est également réveillée au Japon depuis 2022 et la flambée des prix de l'énergie dans le sillage du début de l'invasion russe de l'Ukraine. Mais avant d'agir, la BoJ voulait attendre de voir poindre une dynamique positive entre les hausses de prix et celles des salaires, une condition essentielle pour espérer atteindre son objectif d'une inflation stable de 2%.

Suisse

Baisse surprise des taux par la BNS

La banque nationale suisse (BNS) a décidé jeudi d'abaisser son taux directeur pour la première fois depuis deux ans, estimant que l'inflation est sous contrôle et prenant les devants des autres grandes banques centrales dans le monde. La Banque d'Angleterre doit annoncer sa décision plus tard dans la journée, mais les analystes tablent sur un statu quo. La Banque de Norvège a de son côté, sans surprise, laissé son taux directeur inchangé jeudi, à 4,5%, laissant entrevoir une première réduction au cours de l'automne.

L'évolution des prix en Suisse est bien plus raisonnable qu'ailleurs. La BNS a ainsi justifié la réduction d'un quart de point son taux d'intérêt de référence pour le porter à 1,5% parce qu'elle estime que sa « lutte contre l'inflation » a été efficace. Elle a pris la majeure partie des analystes par surprise, la plupart estimant que l'institution monétaire suisse attendrait juin. Le but de la BNS, n'était pas d'être la première ou la dernière, mais de prendre une décision au « bon moment » pour la Suisse, a affirmé son président. L'objectif était d'assurer les « conditions monétaires adéquates », a déclaré Thomas Jordan lors

d'une conférence de presse à Zurich, l'inflation se situant depuis juin 2023 sous la barre des 2% que vise l'institution monétaire. Pour l'instant les autres grandes banques centrales dans le monde (à l'exception de celle du Japon qui a des cycles atypiques) ont préféré attendre d'être sûres que l'inflation, qui a flambé en 2022, notamment à cause des effets de la guerre menée par la Russie en Ukraine, se montre plus sage. Les taux au jour le jour restent entre 5,25% et 5,5%, a annoncé la banque centrale dans un communiqué, après une décision unanime des membres du Comité monétaire (FOMC). C'est la première fois depuis

depuis le rapide tour de vis amorcé en 2022 que la BNS assoupli sa politique monétaire. Elle a tenu compte de « l'atténuation de la pression inflationniste », indique-t-elle dans un communiqué.

La BNS a entendu les appels de l'industrie

Elle a également porté sa prévision de croissance pour l'économie suisse à 1%, contre une estimation allant de 0,5% et 1% lors de sa précédente réunion trimestrielle de politique monétaire en décembre. En rendant le crédit moins cher, la BNS confirme qu'elle a entendu les appels en particulier de l'industrie.

(afp)

Boutique d'application

Il n'y a pas que l'Europe, les USA attaquent aussi Apple

Le gouvernement américain a assigné en justice Apple jeudi pour pratiques anticoncurrentielles et monopolistiques.

Le gouvernement américain a assigné en justice Apple jeudi pour pratiques anticoncurrentielles et monopolistiques liées à l'iPhone et aux contraintes fixées par le groupe californien aux développeurs d'applications. Alors qu'Apple était surtout critiqué, ces dernières années, pour avoir obligé les sociétés tierces à passer par sa boutique d'application et payer des commissions importantes sur toutes les transactions, cette action se concentre sur d'autres aspects de l'écosystème iPhone, selon un document publié jeudi par le ministère de la Justice.

Monopole «protégé»

«Toutes les décisions prises par Apple ont établi et renforcé les défenses protégeant son monopole dans le domaine des smartphones», fait valoir le gouvernement américain, qui s'est associé aux procureurs de plusieurs États pour saisir la justice fédérale civile du New Jersey. Ce faisant, Apple a lésé «les utilisateurs, les développeurs et d'autres parties qui ont contribué à faire de l'iPhone ce qu'il est aujourd'hui», poursuit le document de l'assignation.

La liste est longue

Selon le ministère de la Justice, le groupe de Cupertino (Californie) a empêché ou perturbé la création et l'offre



de services de «streaming» sur iPhone, mais aussi de portemonnaies numériques susceptibles d'être utilisés sur plusieurs plateformes. Il a aussi fait obstacle au développement de services de messagerie utilisables sur plusieurs supports et volontairement limité les possibilités d'utilisation de ses montres connectées avec d'autres appareils que l'iPhone. «Les consommateurs ne devraient pas avoir à payer des prix plus élevés parce que des sociétés enfreignent la législation sur la concurrence», a déclaré le ministre américain de la Justice Merrick Garland, cité dans un communiqué.

Pour Apple, c'est un «dangereux précédent»

«Cette action en justice menace ce que nous sommes et les principes qui distinguent les produits Apple sur un marché féroce concurrentiel», a réagi l'entreprise dans une déclaration trans-

mise à l'AFP. Si la procédure aboutissait à une décision contraignante pour Apple, «elle créerait un dangereux précédent, permettant au gouvernement de peser lourdement dans la conception de la technologie grand public», a estimé la société. Apple est accusé depuis plusieurs années d'imposer des conditions drastiques aux sociétés qui proposent des services sur l'iPhone et de les empêcher notamment de créer leur propre boutique d'applications pour monétiser directement leur contenu. Le Règlement européen sur les marchés numériques (DMA), entré en vigueur mi-mars, oblige six des plus grandes entreprises technologiques, dont Apple, à ouvrir leur plateforme à la concurrence. En réponse à ce texte, Apple a affirmé qu'il permettrait prochainement à ses utilisateurs dans l'Union européenne de télécharger des applications directement via des sites internet, sans passer par sa boutique d'applications App Store.

(AFP)

États-Unis

Hermès attaqué par des clients incapables d'acheter ses sacs Birkin

Des clients américains accusent Hermès de pratiques commerciales déloyales en raison de la difficulté d'accès au fameux sac Birkin de la marque française.

La maison de luxe française Hermès est poursuivie en justice en Californie par deux clients qui n'ont pas pu se procurer le très exclusif sac Birkin, et accusent la marque de pratiques commerciales déloyales. Les deux plaignants, Tina Cavalleri et Mark Glinoga, reprochent à Hermès d'avoir mis en place un système incitant les consommateurs à acheter des chaussures, des foulards, des bijoux et d'autres accessoires, dans l'espoir d'acquiescer un statut suffisant auprès de la marque pour gagner le droit d'acheter un sac Birkin. Les vendeurs ont pour consigne de réserver le fameux modèle, inspiré par la chanteuse Jane Birkin, aux clients disposant d'un «historique d'achat suffisant», explique leur plainte, déposée mardi devant un tribunal de San Francisco. Cette pratique viole les lois



américaines sur la concurrence, argue la plainte. Après avoir dépensé des dizaines de milliers de dollars chez le sellier-marochinier, Tina Cavalleri avait pu se procurer le fameux sac. Mais lorsqu'elle a contacté le magasin Hermès pour en acheter un autre en septembre 2022, on lui a répondu qu'il était réservé aux «clients qui ont toujours soutenu notre entreprise», une manière de lui suggérer de faire d'autres achats.

Commission pour les vendeurs

Mark Glinoga a lui «tenté à plusieurs reprises» en 2023 «d'acheter un sac Birkin,

mais on lui a dit à chaque fois qu'il devait acheter d'autres articles et accessoires», selon la plainte. Hermès ordonne à ses vendeurs «d'utiliser les sacs à main Birkin comme un moyen de contraindre les consommateurs à acheter des produits annexes», dénoncent les plaignants. Selon eux, les employés reçoivent notamment une commission de 3% sur les ventes d'accessoires (chaussures, ceintures, bijoux, foulards, etc.), ce qui les incite à soutenir ce système. Hermès a lancé son fameux modèle Birkin en 1984. Fait à la main, ce sac à main en cuir est produit en très petite quantité et joue sur son image d'exclusivité. Son prix peut varier grandement, de quelques milliers d'euros pour les modèles les plus simples, jusqu'à plusieurs centaines de milliers d'euros pour les plus luxueux.

(AFP)

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
9 ^{ème} édition du Salon International de la Pêche et de l'Aquaculture	08 au 11 février 2024	Oran, Algérie +213 20 30 56 54/ 213 5 55 57 80 16 Email : spia@capaalgerie.com https://www.capaalgerie.com	Gouvernement Algérien
14 ^{ème} Salon méditerranéen de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15 au 19 mai 2024	Palais des Foires Sfax (Tunisie) +216 74228770 / 28 610 000/01 www.smamedfood.com	Sfax International Fair Association
3 ^{ème} édition du Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation (FONI 2024)	16 au 17 mai 2024	Hôtel 2 février Lomé/Togo +228 93 03 36 36 / +228 97 67 30 30 +228 22 20 38 41 INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA WWW.FONI.AFRICA	Afrik Créances
9 ^{ème} édition du Salon « PETROAFRICA »	25 au 28 juin 2024	El Kram expo center, Tunisie Email : besma@petroafrica.org www.petroafrica.org Tél : +216 22 310 729 / +216 54 246 752	XTRADE For Events Secteur : Pétrole, Gaz, Energie
Salon international du Transport et de la Logistique « Logistica Africa 2024 »	25 au 28 juin 2024	Centre Main Bowi de Tafawa Balewa Square à Lagos, Nigéria kayodesoguntuase@yahoo.co.uk +234 81 328 37 393	Chambre de Commerce et d'Industrie de Lagos, Nigéria
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistbenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Ceo Forum Rendez-vous annuel du secteur privé africain	16 au 17 mai 2024	Kigali Rwanda Email : register@theafricaceoforum.com partners@theafricaceoforum.com tél : +221 33 889 21 06	IFC Jeune Afrique Média Group

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistbenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Sous l'impulsion de Mars, vous éprouverez une envie quasiment irrésistible de dépenser votre argent. Afin de prévenir une catastrophe, arrangez-vous pour vous mettre dans l'impossibilité de bourse délier : pas d'argent liquide sur vous, chèquiers et cartes de crédit mis sous clé, etc., ou tâchez d'acheter utile, même si cette idée vous fait frissonner d'horreur. Savez-vous que "les dissipateurs sont les frères de Satan", comme l'affirme le Coran ?

Taureau Vous rencontrez en ce moment des difficultés financières ? Ne comptez pas sur les astres, car aucun d'eux ne semble disposé à vous sortir du présent bourbier. La seule solution qui vous reste sera de limiter vos dépenses au minimum, de faire de sévères économies. Il faudra cependant se méfier de la fausse économie : "Il n'y a pas d'économie à se coucher de bonne heure pour épargner la chandelle, s'il en résulte deux jumeaux" (proverbe chinois).

Gémeaux Les opportunités financières qui vous ont échoué dernièrement se feront plus rares. Neptune vous portera encore chance. Mais restez prudent, car cette planète pourrait vous rendre trop optimiste. Attention, donc, à ne pas continuer à croire au Père Noël, et à ne pas accorder votre confiance à n'importe qui.

Cancer Mercure veillera à ce qu'un prêt vous soit accordé pour vous tirer d'un mauvais pas, et vous vous en félicitez. Vous aviez vraiment besoin de cette somme ! Rappelez-vous toutefois qu' "argent emprunté s'en va en riant et revient en pleurant" (proverbe turc). Désormais, essayez de faire des économies afin de pouvoir faire face à des imprévus en toute sérénité. La sagesse veut qu'on garde toujours une poire pour la soif.

Lion Vous qui redoutez les problèmes d'argent, pavoisez ! Les influences planétaires vous seront favorables dans ce domaine et vous permettront de consolider sensiblement votre situation matérielle.

Vierge Vous serez tenté de jeter l'argent par la fenêtre, car vous serez attiré par tout ce qui brille. Attention ! Une tempête financière pourrait bientôt venir secouer votre baraque. Résistez à l'envie de casser votre tirelire pour tenter votre chance au casino.

Balance Ce n'est un secret pour personne : la gestion de votre situation financière n'est pas ce qui vous passionne le plus au monde, et vous êtes même un peu négligent dans ce domaine. Cette fois, pourtant, vous feriez bien de vous occuper de votre budget. Ou vous pourriez avoir de mauvaises surprises ! D'autant plus qu'il vous arrivera de subir des retards dans les rentrées d'argent escomptées.

Scorpion Une journée sans difficultés majeures sur le front financier. Certes, cet aspect de Saturne ne vous promet pas le Pérou, mais il ne déstabilisera pas non plus votre équilibre budgétaire. Ne faites pas de folies, et tout devrait bien aller.

Sagittaire Dans une tractation immobilière, soyez exigeant sur la procédure. Il pourra s'agir d'un piège. Vous devriez être informé de tout. Une petite négligence pourrait avoir de graves conséquences.

Capricorne Ce climat planétaire à prééminence martienne vous permettra de tenir votre budget en bon équilibre. Mais restez prudent, car le soutien astral sera très éphémère. Attention ! Vous aurez une nette tendance à vivre bien au-dessus de vos moyens. Ne pensez pas que vous arriverez toujours à vous débrouiller.

Verseau Vous pourrez effectuer des transactions financières fructueuses. Il y aura des écueils à éviter. Mais si vous évaluez avec précision les risques en présence, vous réaliserez d'excellentes affaires.

Poisson Sur le plan financier, les planètes seront dans l'ensemble favorables. Mais il faudra vous méfier d'Uranus, qui pourra vous inciter à prendre trop de risques. Evitez les dépenses faites sur un coup de tête et les placements peu sûrs. Attention, également, aux opérations trop embrouillées.

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



International Organization for Migration (IOM)
The UN Migration Agency

Ouvert aux candidats internes et externes

Titre du poste : **Assistant (e) Finances**
Lieu d'affectation : **Lomé, Togo**
Classification : **General Service Staff, Grade G5**
Type de contrat : **SST Graded, six (6) mois avec possibilité d'extension.**
Date de démarrage estimée : **Dès que possible.**
Date de clôture : **04 avril 2024**

Créée en 1951, l'OIM est une organisation apparentée aux Nations Unies et, en tant que principale agence des Nations Unies dans le domaine de la migration, elle travaille en étroite collaboration avec des partenaires gouvernementaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux. L'OIM a pour mission de promouvoir une migration humaine et ordonnée dans l'intérêt de tous. Pour ce faire, elle fournit des services et des conseils aux gouvernements et aux migrants.

L'OIM s'engage à offrir un environnement diversifié et inclusif. Les candidats internes et externes peuvent postuler ce poste vacant. Aux fins de cette vacance, les candidatures internes et externes sont acceptées.

Contexte :

Sous la supervision générale de la Chef de Mission (CoM) l'OIM Ghana, Togo et Benin et sous la supervision directe de la Responsable des Finances, le (la) titulaire du poste sera responsable des tâches suivantes :

Fonctions principales / Responsabilités:

- Aider à la gestion des ressources financières en surveillant et en contrôlant les actifs, les réserves, les fonds, les fournitures, etc. conformément aux règles et règlements de l'OIM.
- Aider à préparer la soumission du budget annuel et les révisions, y compris l'estimation des coûts du personnel ainsi que des loyers et des services publics, de l'équipement et des fournitures de bureau, de l'impression et d'autres contrats, services ou dépenses courantes, à inclure dans le budget.
- Extraire et saisir des données de diverses sources dans les systèmes financiers ou comptables.
- Aider à fournir des conseils en matière de comptabilité, de budget et de questions financières.
- Aider à la préparation de la paie en exécutant des contrôles de validité sur les résultats de la paie mensuelle.
- Examiner tous les types de paiements, depuis les achats jusqu'aux demandes de paiement, en vérifiant qu'ils sont dûment autorisés et que toutes les pièces justificatives y sont jointes.
- Créer de nouveaux comptes fournisseurs dans PRISM.
- Vérifier les réclamations des fournisseurs pour s'assurer de leur exactitude et de leur conformité aux politiques et instructions financières de l'OIM.
- Effectuer des vérifications des réclamations par rapport à la documentation pour s'assurer que les achats/services sont correctement autorisés et que les biens ont été reçus ou les services rendus.
- Aider à la préparation de rapports budgétaires, comptables, financiers, statistiques et autres rapports, selon les besoins.
- Fournir une assistance à tous les services du personnel tels que les voyages, les demandes de remboursement de frais, la recherche de documents, etc.
- Veiller à la réalisation correcte et systématique de tous les paiements comptabilisés et autres documents comptables selon les normes établies.
- Responsable de la petite caisse du bureau ; et,
- Effectuer d'autres tâches connexes selon les besoins.

Qualifications et expérience requises

Education

- Diplôme d'études secondaires avec cinq (5) ans d'expériences pertinentes ; ou,
- Licence en administration des affaires, en comptabilité, en finances ou dans un domaine connexe avec trois (3) ans d'expériences professionnelles pertinentes.

Expérience

- Maîtrise des applications Microsoft Office, par exemple Word, Excel, PowerPoint, E-mail Outlook ; une expérience préalable dans SAP constitue un avantage certain.
- Souci du détail, capacité à organiser la paperasse de manière méthodique ;
- Discret, orienté vers les détails et les clients, patient et disposé à apprendre de nouvelles choses ; et,
- Une expérience de travail préalable avec des organisations humanitaires internationale des institutions/organisations non gouvernementales ou gouvernementales dans un cadre multiculturel est un avantage.

Langages

Une très bonne maîtrise du français et de l'anglais est requise.

Compétences requises

Le titulaire du poste doit faire preuve des valeurs et compétences suivantes :

Inclusion et respect de la diversité : Respecter et promouvoir les différences individuelles et culturelles. Encourage la diversité et l'inclusion.

Intégrité et transparence : Maintenir des normes éthiques élevées et agir d'une manière conforme aux principes/règles et normes de conduite de l'organisation.

Professionalisme : Démontrer sa capacité à travailler de manière posée, compétente et engagée et faire preuve d'un jugement prudent pour relever les défis quotidiens.

Courage : Démontrer sa volonté de prendre position sur des questions importantes.

Empathie : Faire preuve de compassion pour les autres, faire en sorte que les gens se sentent en sécurité, respectés et traités équitablement.

COMPÉTENCES DE BASE - Behavioural indicators - Level 1

Travail en équipe : Développer et favoriser une collaboration efficace au sein des unités et entre elles pour atteindre des objectifs communs et optimiser les résultats.

Fournir des résultats : Produire et fournir des résultats de qualité dans le respect du service et des délais. Est orienté vers l'action et déterminé à atteindre les résultats convenus.

Gestion et partage du savoir : Chercher continuellement à apprendre, à partager ses connaissances et à innover.

Responsabilité : S'approprier la réalisation des priorités de l'Organisation et assumer la responsabilité de ses propres actions et du travail délégué.

Communication : Encourager et contribuer à une communication claire et ouverte. Expliquer des sujets complexes de manière informative, inspirante et motivante.

Autre :

Toute offre faite au candidat en relation avec le présent avis de vacance est soumise à la confirmation du financement.

La nomination sera soumise à la certification que le candidat est médicalement apte à la nomination et à la vérification de la résidence, du visa et des autorisations par le gouvernement concerné, le cas échéant.

Seuls les candidats résidant dans le pays du lieu d'affectation ou dans un pays voisin situé à proximité du lieu d'affectation seront pris en considération. Dans tous les cas, une condition préalable à l'entrée en fonction est la résidence légale dans le pays du lieu d'affectation, ou dans le pays voisin situé à une distance de navette, et le permis de travail, le cas échéant.

Comment postuler :

Les candidat(e)s intéressé(e)s par cet avis de vacance sont prié(e)s d'envoyer leur CV et leur lettre de motivation à l'adresse électronique : togovacancy@iom.int en indiquant dans l'objet du courriel le titre : « **Recrutement pour le poste d'Assistant(e) Finances** » au plus tard **le 04 avril 2024 à 17h30.**

Seules les candidatures présélectionnées seront contactées.

Période de publication :

Du 22.03.2024 au 04.04.2024

Pas de frais :

L'OIM n'exige aucun frais à aucune étape de son processus de recrutement (candidature, entretien, traitement, formation ou autre). L'OIM ne demande aucune information relative aux comptes bancaires.

Togo – Foire communale

La population de Golfe 1 appelée à « adopter les produits alimentaires locaux »

1er adjoint au maire de la commune Golfe 1, Koffi Boko se réjouit du choix porté par l'ONG OADEL sur leur territoire pour sa première foire communale de l'année 2024. Entamée depuis 2023, cet événement, qui a déjà parcouru les communes Golfe 7, Agoè-Nyivé 3 ou encore Golfe 2, bat son plein depuis le jeudi 14 mars à Akodessewa et ses environs. Occasion pour les populations de ses quartiers d'aller à la découverte d'une panoplie de produits alimentaires de fabrication locale exposés à cet effet.

Nous devons tous « adopter nos produits locaux », a lancé Koffi Boko qui représentait le maire de la commune Golfe 1 à la cérémonie d'ouverture de la foire. Et d'évoquer les raisons pour lesquelles consommer local sur le plan alimentaire est une nécessité. « D'abord, parce que nous connaissons les matières premières de fabrication des aliments produits localement. Ensuite, leur consommation est sans danger sur notre santé », soutient-il, avant d'appeler « toute la population à consommer les produits de chez nous ». La série de foire communale de l'ONG OADEL, il faut le rappeler se situe dans le cadre du projet Transition des Systèmes Agricoles et Alimentaires sur les Territoires (TERSAA), un projet de Acting For Life (AFL) cofinancé par l'Agence Française de Développement (AFD). D'après Eya



Nadège Tougan, Chargée du projet TERSAA à OADEL, son objectif de rendre les produits alimentaires locaux accessibles à un plus grand nombre de consommateurs, de permettre aux populations de Golfe 1 de faire leur connaissance et de stimuler leur vente. « Il s'agit de montrer ces produits aux populations de cette commune et de les sensibiliser sur leurs bienfaits sur la santé », précise Nadège Tougan. Une exposition – vente organisée

sur l'esplanade de l'annexe Akodessewa de la mairie Golfe 1 a donc été pour le chef canton de Bè, l'adjoint au Maire, les conseillers municipaux, des acteurs et des habitants du quartier d'aller à la découverte d'une panoplie de produits alimentaires de fabrication locale notamment des boissons aux liqueurs, des pains à base de céréales locales, des biscuits, des saucisses, des bouillons cubes ou encore des farines pour enfants et divers mets locaux. Avec Société Civile Médias

2ème édition de WE4A

Les entrepreneures togolaises appelées à saisir l'opportunité
Une belle opportunité s'ouvre aux femmes entrepreneures d'Afrique dont les togolaises. Il s'agit de la subvention de la Fondation Tony Elumelu. Afin d'améliorer la capacité commerciale des entreprises dirigées par les femmes et augmenter leurs chances de lever des fonds et de suivi auprès des investisseurs du secteur privé, la Fondation Tony Elumelu offre une opportunité à ces dernières de gagner jusqu'à 5000 USD de subvention. Lisez plutôt !

La Fondation Tony Elumelu, en partenariat avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), soutenue par l'Union européenne (UE), a lancé la deuxième édition de l'initiative Women Entrepreneurship for Africa (WE4A). Dans le cadre du WE4A, ces partenaires se sont engagés à accroître l'inclusion économique et l'autonomisation des femmes africaines possédant des entreprises vertes existantes ou ayant des idées encore en gestation dans ce secteur, tout en contribuant à la création d'emplois décents dans les économies africaines. Ce programme ambitieux vise à renforcer les capacités entrepreneuriales des femmes africaines dans le secteur vert en facilitant leur accès au financement, aux opportunités de marché, ainsi qu'à l'amélioration des connaissances et à la formation technique pour les entrepreneures en Afrique. L'objectif clé étant d'améliorer la capacité com-



merciale des entreprises dirigées par des femmes et augmenter leurs chances de lever des fonds et de suivi auprès d'investisseurs du secteur privé. Le programme promet des subventions de \$5000 à 1,000 femmes entrepreneures africaines, une formation en entrepreneuriat vert, un mentorat et un accès à vie à son réseau d'entrepreneurs. Les activités de WE4A seront déployées dans plusieurs pays africains dont le Togo, avec un accent particulier sur le renforcement des capacités locales et la création de

partenariats solides avec les acteurs du secteur public et privé. Les entrepreneures togolaises intéressées sont vivement encouragées à poser leur candidature avant la date de clôture, le 31 mars 2024 via ce lien : <https://www.tonyelumelufoundation.org/women-entrepreneurship-for-africa> Pour plus d'informations sur l'initiative Women Entrepreneurship for Africa (WE4A) et sur la manière de s'impliquer, veuillez contacter : Email: moyo.awotile@tonyelumelufoundation.org

Avec *leneutre.info*

Leadership féminin

Youth Panel Togo annonce la phase 2 du projet « Womentor »

Mis en œuvre de mars à juin 2023, le projet WOMENTOR « Mentoring et renforcement des capacités des filles et jeunes femmes sur le leadership féminin à Lomé », se poursuivra cette année.

La phase 2 de cette initiative a été annoncée par Youth Panel Togo, organisation de jeunes, porteuse de l'initiative. Lors de sa première phase qui a duré trois mois, le projet WOMENTOR a renforcé les capacités de 25 jeunes filles et jeunes femmes de la préfecture d'Agoè-Nyivé, identifiées dans les établissements et centres d'apprentissage. Leadership féminin, estime de soi, prise de décision judicieuse et réfléchie, comment orienter progressivement son plan avant d'arriver au ni-



veau professionnel, identification de son métier de rêve, tels sont les modules sur lesquels ont porté les formations des bénéficiaires durant toute la période du programme. A

noter que la phase 1 du projet WOMENTOR a été financée dans le cadre de l'appel à projet Youth challenge Fund de Plan International Togo. (Société Civile Médias)

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Constrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et crânes phosphatés	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparatoires pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) —	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Constrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et crânes phosphatés	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparatoires pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) —	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles — y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side-car, side-car, side-car, même non chimiquement modifiés	6,5	Motocycles — y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side-car, side-car, même non chimiquement modifiés	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées	3,2
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	5,4	Riz	2,7
Perroquets, boules, souris, etc.	3,3	Véhicules automobiles pour le transport	2,5



BB LOMÉ S.A
LE LABEL QUALITÉ

www.bbhome.com



BIG BOSS

BB

PILS



600*
FCFA
BOUTEILLE
65 CL

*Prix conseillé, la bouteille de 65cl

18 L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À BOIRE AVEC MODÉRATION

CMJN

CMJN